

Les Jeudis d'ART-Dev

cycle de réflexion sur la thématique de

L'EXCLUSION

Ce second jeudi d'ART-Dev propose d'interroger l'exclusion par un biais encore peu abordé en sciences sociales : celui de la solidarité et dans le cadre de villes de plus en plus fragmentées.

En effet, et bien que travaillées par de nouvelles formes de ségrégation et d'exclusion, les villes constituent également le site de l'invention de pratiques et de politiques visant à (re) créer du lien social. Émergeant dans un contexte de développement urbain néolibéral, ces nouvelles initiatives semblent se distinguer des formes plus traditionnelles de solidarité dans la ville.

La présentation visera dès lors à caractériser et analyser ces pratiques et politiques innovantes visant à resserrer le lien social dans les villes occidentales, et notamment françaises marquées par l'exclusion. Partant d'analyses des formes, pratiques et politiques de solidarité dans la ville fragmentée, il s'agira d'explorer le triptyque exclusion, fragmentation, solidarité.

Séminaire n°2

19 mars 2015

La ville solidaire : politiques et pratiques

Coordination : David Giband (UPVD – ART-Dev) et Max Rousseau (Cirad – ART-Dev)

15h00-18h00, Université Paul Valéry, Site Saint-Charles, Salle 01

Introduction

Mettre de la chair sur le terme de solidarité ?

Politiques de lutte contre l'exclusion socio-spatiale en ville

Vincent Béal, Université de Strasbourg, UMR SAGE

Les solidarités dans la ville fragmentée

Max Rousseau, CIRAD, UMR ART-DEV

Comprendre l'exclusion par la solidarité dans les villes américaines. Une approche par le Community organizing

David Giband, UPVD, UMR ART-Dev

Discussion générale et mise en perspective

Photo Emilio Maroscia - www.emiliomaroscia.com - Design San Dalmar



Compte-rendu Jeudis d'Art-dev, 19 mars à 14 heures, La ville solidaire

Coordonnateurs : Max Rousseau (Art-dev, CIRAD), David Giband (Art-dev, UPVD) et Vincent Béal (UMR SAGE)

Bien que travaillées par de nouvelles formes de ségrégation et d'exclusion, les villes constituent également le site de l'invention de pratiques et de politiques visant à (re)créer du lien social. Émergeant dans un contexte de développement urbain néolibéral, ces nouvelles initiatives semblent se distinguer des formes plus traditionnelles de solidarité dans la ville. Partant de présentations tirées d'un programme de recherche effectué pour le compte du PUCA (programme urbanisme, construction, aménagement du ministère de l'écologie et de l'aménagement durable), ce JAD visait à caractériser et analyser ces pratiques et politiques innovantes visant à resserrer le lien social dans les villes occidentales, et notamment françaises marquées par l'exclusion. En miroir, il s'agit également de questionner les mécaniques de la ségrégation urbaine.

Introduction Max Rousseau et David Giband, Donner de la chair à la solidarité

Les liens entre exclusion et solidarité est une question ancienne renouvelée par des interrogations récentes dans les villes au rythme de la désindustrialisation, retrait de l'Etat Providence, montée en puissance d'agenda de villes néo-libérales. Question qui se pose dans le cadre des interrogations sur le délitement de la cohésion sociale, du lien social bref de ce qui faisait, notamment avec la ville industrielle, solidarité. L'exclusion prend d'autres formes et se renouvelle dans le contexte de politiques urbaines néolibérales, c'est-à-dire des contextes de fragmentation urbaine généralisée où l'exclusion prend des formes sociales autant que spatiales : gated communities, ghettos ethniques, quartiers de relégation, parias urbains (Wacquant), « Urban underclass » (Julius Wilson) mais aussi bidonville etc. L'exclusion renvoie ainsi à processus de relâchement des liens sociaux dans les sphères familiales, professionnelles, etc... dans ce contexte la solidarité pourrait être d'abord appréciée comme les liens ficelles que chacun tisse en fonction de ses capacités, de son capital social, avec d'autres. C'est le cas des exclus ou de ceux vivant des espaces urbains d'exclusion (ghettos) ou de relégation moins dotés en capital social qui par des liens ficelles tissés dans l'espace du quotidien permettent l'établissement de formes plus ou moins durables de solidarité. Donner de la chaire à cette notion, définition simple c'est lien social qui unit des individus, c'est rappeler la définition de Durkheim lien moral entre des individus qui éprouvent une conscience collective de la solidarité les unissant.

Présentation de Max Rousseau et Vincent Béal : Pratiques et politiques de la ville solidaire

Max Rousseau resitue l'analyse de la solidarité dans le cadre des villes néolibérales marquées par l'exclusion sociospatiale et questionnée ici dans le cadre théorique de la sociologie urbaine critique et de la géographie radicale. Il rappelle que dans les villes contemporaines (et postmodernes), l'exclusion prend la forme de la montée en puissance de l'individualisme, du délitement du lien social (ouvrier notamment), de la fragmentation des espaces urbains (résidentiels par exemple), le tout faiblement contre balancé par des gouvernements urbains gagnés à l'entrepreneurialisme. Toutefois les solidarités existent et ne se limitent ni aux politiques instituées de lutte contre l'exclusion, ni aux seuls mouvements médiatiques (Occupy wall street) mais à des formes peu visibles ancrées dans la vie et les pratiques quotidiennes. Vincent Béal propose une lecture de la ville solidaire au regard de la lutte contre l'exclusion sociale. Depuis le début des années 1980, l'action sociale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion a connu un profond bouleversement marqué notamment une dynamique de territorialisation accrue. Dans un contexte de « spatialisation des problèmes sociaux » (Tissot et Poupot, 2005), les démarches territoriales se sont multipliées, en rupture avec la gestion centralisée de l'aide sociale prévalant durant les Trente glorieuses. Pourtant, ces démarches sont aujourd'hui fortement critiquées en raison de leurs limites : faibles résultats, manque de cohérence, absence de coordination des secteurs, des échelles et des acteurs, renforcement de la stigmatisation de certains groupes sociaux ou ethniques, etc. Elles sont également de plus en plus appréhendées comme des démarches en proie à des dynamiques d'institutionnalisation. Cet essoufflement de l'action sociale dans les villes constitue depuis quelques années un terrain favorable à l'émergence de nouvelles pratiques solidaires. La présentation de V. Béal revient sur les politiques et pratiques de lutte contre l'exclusion qui

visent des individus ou groupes sociaux spécifiques, mais qui ne s'organisent pas spécifiquement à l'échelle du quartier. Il s'agit de ne pas séparer trop fortement la présentation des politiques publiques de luttes contre l'exclusion et celle des initiatives provenant du secteur privé ou du tiers-secteurs. Mettre en lumière les recompositions récentes de la lutte contre l'exclusion à l'échelle de la ville nécessite un regard historique : les politiques de lutte contre l'exclusion menées aujourd'hui dans les villes françaises ne découlent pas d'une tabula rasa ; elles puisent leurs racines dans une longue histoire. La première partie de la présentation est consacrée à la présentation historique des politiques de luttes contre l'exclusion à l'échelle de la ville depuis leur émergence au XIXème siècle. La deuxième partie s'attache à présenter les principales initiatives locales apparues dans le domaine de la lutte contre l'exclusion depuis les années 1980 ainsi qu'à leurs limites telles qu'elles ont été identifiées par la littérature en sciences sociales. Enfin, la troisième partie offre un zoom sur un ensemble d'initiatives concernant un problème social croissant dans les villes françaises : la question alimentaire avec une étude de cas portant sur le mouvement alimentaire dans la ville de Montpellier.

Présentation de D. Giband : FAIRE LA VILLE SOLIDAIRE PAR LE COMMUNITY ORGANIZING : L'EXEMPLE ETATS-UNIEN

La question de la solidarité dans la ville américaine fait l'objet d'une littérature abondante, reposant principalement sur l'analyse de cinq décennies de « community organizing » au sein des quartiers déshérités des grandes villes des États-Unis. Propre à la société urbaine étatsunienne, la dimension communautaire de la solidarité relève d'un ensemble de pratiques et de rhétoriques bien identifiées qui balancent traditionnellement entre deux tendances. D'une part, elle participe d'un activisme local hérité des mouvements progressistes de la fin du XIXème siècle qui ancre le mouvement (ou plutôt la nébuleuse communautaire) dans le champ de l'urban activism (par le biais du militantisme des grassroots organizations dans la tradition de l'action de Saul Alinsky à Chicago). Et d'autre part, elle relève d'une professionnalisation croissante dans le domaine de l'intervention urbaine et sociale au titre des sociétés de développement communautaire : les Community Development Corporations (CDC). CDC qui interviennent dans la lutte contre l'exclusion dans le champ de : la pauvreté, le logement, l'emploi, l'éducation, l'environnement ou encore l'insertion des prisonniers et des délinquants. Implication rendue nécessaire dès les années 1970, lorsque l'aggravation de la crise urbaine des quartiers péri-centraux des grandes villes (les Inner Rings de Philadelphie, Baltimore, Detroit etc.), le retrait des pouvoirs publics (dans un contexte de crise fiscale des grandes villes), la mise à mal de l'État-providence (dès l'administration Nixon) facilitent la mise en place de ce qui s'apparente à un tiers-secteur communautaire. Loin d'être uniforme et de se conformer aux seules Community Development Corporations, le community organizing est polymorphe et « désigne des formes d'organisation collective qui peuvent reposer sur différents ressorts emboîtés : culturels, ethniques ou relations de proximité » (Bacqué, 2005, p.48), sans parler des dimensions religieuses ou politiques qui l'animent. Forme visible et structurée de la solidarité urbaine, le community organizing se fonde sur le principe de la mobilisation d'une communauté (terme relativement flou ; Hillery, 1955 ; Knox, 1995) au sein d'un espace local singulier celui du neighborhood (désignant l'espace du quartier comme celui du voisinage), dont l'échelle varie selon les contextes et les modalités de l'intervention communautaire. L'exemple des community gardens est développé afin d'illustrer le double ancrage communautaire et territorial (à une échelle micro local) des formes de solidarité et de contestation de l'exclusion. Cet ancrage local sert de base à une reformulation des modes d'action collective et à l'émergence de contestation, négociation, conflit face aux processus institués d'exclusion.